

La Localisation: une Alternative Stratégique à l'Autoritarisme Mondialisé

English title blog: *Localization: A Strategic Alternative to Globalized Authoritarianism*
(blog, May 12th, 2018)

Écrit par/ written by: **Helena Norberg-Hodge – Founder & Director, Local Futures**
Traduit par/ translated by: **Isabel Cueva Fernandez**

Pour ceux que se soucient de la paix, de d'égalité et de l'avenir de la planète, le basculement politique mondial à droite au cours des dernières années est extrêmement préoccupant. On se demande comment est-ce arrivé? Comment le populisme s'est transformé en une force de division et de destruction? Comment l'autoritarisme a-t-il repris sa place sur la scène politique mondiale?

Mon expérience de 40 ans travaillant dans des cultures industrialisées ainsi que dans des cultures liées à la terre me dit que la cause principale en est la mondialisation. Quand je parle de mondialisation, je parle du système économique mondial dans lequel la plupart d'entre nous vivons maintenant –un système qui exige une dérèglementation continue des entreprises et façonné par des idéologies capitalistes néolibérales. Mais la mondialisation va plus loin que la politique et l'économie. Elle a des répercussions profondes au niveau personnel.

Avec la mondialisation, la concurrence s'est considérablement accrue, la sécurité de l'emploi est devenue une chose du passé et la plupart des gens ont de plus en plus de mal à gagner un salaire décent. En même temps l'identité est menacée, car la diversité culturelle est remplacée par une monoculture de consommateurs partout dans le monde. Il n'est pas surprenant que les gens deviennent de moins en moins sûres dans ces conditions. Comme le savent les entreprises publicitaires depuis près d'un siècle, l'insécurité rend les gens plus faciles à exploiter. Mais les gens aujourd'hui sont ciblés par plus que par des campagnes de marketing pour des déodorants et de vernis à dents : l'insécurité les rend extrêmement vulnérables à la propagande qui les encourage à blâmer « l'autre culturel » de leur situation difficile.

Permettez-moi d'illustrer comment cela s'est passé au Ladakh, ou au Petit Tibet, où je suis allée pour la première fois quand j'étais jeune, et où je travaille depuis plus de quarante ans. Situé dans l'Himalaya indien, le Ladakh était relativement isolé – culturellement et économiquement- jusqu'à la fin des années 60. Lorsque je suis arrivée au début des années 70, le gouvernement indien venait de lancer une campagne de développement à l'occidentale, ce qui me donnait l'occasion de découvrir ce qui restait de la culture ancienne et d'observer les changements induits par la modernisation.

Dans l'ancienne culture, le travail consistait à pourvoir aux besoins fondamentaux de la communauté – de la nourriture, des vêtements, du logement. Bien qu'il y avait peu d'argent, rien n'indiquait le genre de pauvreté que l'on rencontre partout dans ce que l'on appelle le monde « en développement » -où les gens ont faim ou sont mal nourris et n'ont ni logement adéquat ni eau potable. En fait, dans tout le Ladakh, on me disait

régulièrement : « Nous sommes des tung-bos za-bos », ce que signifie « nous sommes autonomes, nous avons beaucoup à manger et à boire ».

Un degré remarquable d'harmonie sociale était évident au cours de mes premières années au Ladakh. En particulier, la majorité bouddhiste et la minorité musulmane vivaient paisiblement côté à côté. Bien sur, il y avait des problèmes, comme dans toutes les sociétés humaines, mais l'harmonie et la joie de vivre que j'ai rencontrées étaient très différentes de ce que j'avais connu en Europe.

En moins de dix ans, cependant, l'harmonie traditionnelle s'éloignait de plus en plus et les bouddhistes et les musulmans commençaient à se considérer comme des ennemis. Les différences ethniques et religieuses ont commencé à prendre une dimension politique conflictuelle, provoquant une amertume et une inimitié d'une ampleur inconnue auparavant. Les jeunes ladakhis, pour qui la religion était un aspect de plus de leur vie quotidienne, ont pris des mesures exagérées pour démontrer leur appartenance religieuse et leur dévotion. Les musulmans ont commencé à demander à leurs jeunes filles de se couvrir la tête avec des foulards. Les bouddhistes à la capitale ont commencé à diffuser leurs prières par haut-parleurs, afin de concurrencer l'appel à la prière musulmane. Les cérémonies religieuses autrefois célébrées par toute la communauté –bouddhistes et musulmans- devinrent des occasions d'afficher sa richesse et sa force. En 1989, les tensions entre les deux groupes ont éclaté dans une violence qui a pris plusieurs vies. J'ai entendu des grand-mères bouddhistes aux manières douces qui quelques années plus tôt sirotaient du thé avec leurs voisins musulmans et célébraient même leurs fêtes religieuses, déclarer : « nous devons tuer tous les musulmans avant qu'ils ne nous exterminent ».

Les observateurs étrangers ont attribué le conflit à des vieilles tensions ethniques, mais aucune de ces tensions n'avait conduit à une violence de groupe pendant 600 ans d'histoire écrite. En tant que personne qui vivait et parlait couramment le ladakhi, j'avais une perspective unique en tant qu'étranger et initié, et il était évident pour moi qu'il y avait un lien entre les changements économiques provoqués par le développement et l'apparition soudaine d'un conflit violent.

Les changements les plus remarquables de l'économie se sont concentrés sur l'alimentation et l'agriculture. Les denrées importées, fortement subventionnées par le gouvernement indien, se vendent désormais à la moitié du prix des produits locaux, ce qui rend l'agriculture locale « non rentable ». L'autosuffisance alimentaire a été remplacée progressivement par la dépendance vis-à-vis du système alimentaire mondial, et de nombreux ladakhis –dont la plupart étaient des agriculteurs- ont commencé à se demander s'il y avait un avenir pour eux.

Des changements dans l'enseignement ont également eu un impact énorme. Dans le passé, les enfants ladakhis apprenaient les compétences nécessaires pour survivre, voire prospérer, dans cet environnement difficile : ils apprenaient à cultiver la terre, à s'occuper des animaux, à construire des maisons utilisant des ressources locales. Mais dans les nouvelles écoles occidentalisées, les enfants ont plutôt acquis des compétences adaptées à une vie urbaine dans une économie mondialisée –un mode de vie dans

lequel presque tous les besoins sont importés. Les nouvelles écoles n'enseignaient presque rien sur le mode de vie des ladakhis ; au lieu de cela, implicitement on enseignait aux enfants à mépriser leur culture traditionnelle.

L'endroit du pouvoir politique et économique a également changé. Traditionnellement, le ménage était le centre de l'économie, et la plupart des grandes décisions étaient prises au niveau des villages. Avec l'arrivée de la nouvelle économie, le pouvoir économique et politique s'est centralisé dans la capitale, Leh, laissant les villageois à l'écart des décisions qui avaient une énorme répercussion dans leurs vies. En même temps, les jeunes hommes étaient encouragés à partir de leurs villages pour aller à Leh à la recherche d'un travail rémunéré. Soudainement ils se trouvaient sans le soutien de leur communauté au village et en concurrence acharnée avec des centaines d'autres personnes pour des emplois rares. En conséquence, leur sens de l'identité, autrefois sûr, a été profondément érodé.

Ces changements ont été encore amplifiés par un afflux de touristes étrangers, par l'introduction de la télévision par satellite et par un bombardement de campagnes publicitaires, qui ont tous servi à idéaliser la culture urbaine occidentale et à donner aux ladakhis un sentiment de retard et de stupidité, comparés aux occidentaux.

Il était clair pour moi que l'arrivée de l'économie mondiale avait créé un sentiment persistant d'insécurité et d'impuissance. Sur le plan pratique, les ladakhis devenaient de plus en plus dépendants de fabricants lointains et de bureaucraties centralisées. Psychologiquement, ils avaient perdu confiance en eux-mêmes et en leur culture. Il n'est pas difficile de voir comment les personnes qui se sentent précaires et sans pouvoir cherchent des solutions dans la colère et l'extrémisme.

La vitesse et l'ampleur des changements survenus au Ladakh étaient accablantes, rendant très évident le lien structurel entre la mondialisation, l'insécurité et les conflits. Il était également clair que le même processus est en cours partout dans le monde : je me suis rendue compte que le système économique est devenu un moteur de la peur, du fondamentalisme et de l'instabilité politique dans le monde entier. Et tant dans le Nord que dans le Sud du monde, l'énorme insécurité psychologique et matérielle engendrée par la mondialisation a considérablement amplifié la capacité des démagogues à utiliser la peur et les préjugés pour manipuler l'opinion publique.

Pour renverser cette tendance, ni une politique d'identité, ni une politique conventionnelle « de gauche » ou « de droite » ne sont suffisantes. Au lieu de cela, nous devons changer fondamentalement les forces économiques structurelles à la base du problème. La dérèglementation des banques et des sociétés mondiales a déchainé ces forces. Inverser ce processus est notre meilleur espoir de paix et de stabilité. Pour voir comment la dérèglementation des entreprises a conduit à un effondrement de la démocratie, à une montée du fondamentalisme et de la violence et à la montée en puissance de dirigeants politiques d'extrême droite, il est extrêmement important que nous voyons les liens plus larges, généralement ignorés par les analyses conventionnelles.

Mondialisation et Insécurité

De nombreuses personnes, en particulier de gauche, associent la mondialisation à la collaboration internationale, aux voyages et à la diffusion des valeurs humanitaires. Mais la mondialisation est fondamentalement un processus économique –un processus qui est au cœur de l'idéologie néolibérale et du programme des sociétés depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Dans les pays du Sud on l'appelle « développement », dans les pays du Nord on l'appelle progrès. Mais dans le Nord comme dans le Sud, le processus fondamental est le même : la dérèglementation, la centralisation et la privatisation des entreprises, de la finance et de la politique.

Actuellement, cela se fait principalement par des traités de « libre échange » qui donnent aux entreprises la liberté de se déplacer à travers le monde à la recherche de la main-d'œuvre la moins chère, des normes sanitaires et environnementales moins strictes, des allègements fiscaux et les subventions les plus généreuses. Ces traités permettent aux entreprises de déplacer leurs opérations –et par conséquent leurs emplois- où bon leur semble. Ils leur donnent même le droit de poursuivre les gouvernements en justice en raison de lois ou de réglementations qui menacent leurs profits potentiels –se moquant ainsi totalement de la démocratie. Attrapées dans un système exigeant une « croissance » mondiale constante, les communautés ont vu leurs économies locales fragilisées, les rendant ainsi dépendantes d'une économie instable régie par les sociétés et sur laquelle elles n'ont aucun contrôle.

Le pouvoir croissant des sociétés n'est ni inévitable ni naturel, et il n'est pas non plus une conséquence des supposées « efficacités d'échelle », comme beaucoup le supposent. C'est plutôt le résultat de décennies de décisions politiques prises par les gouvernements nationaux ainsi que par des organismes internationaux tels que la Banque Mondiale et le FMI, qui soutiennent délibérément les grands et les multinationales, convaincus que la croissance des entreprises est la voie vers la paix et la prospérité. Les entreprises et les banques mondiales ont été autorisées non seulement à tirer parti des différences existant dans les normes du travail, de la santé, de la sécurité et de l'environnement dans le monde, mais elles ont également bénéficié d'allègements fiscaux et de subventions directes considérables. Encore plus insidieusement, le système des sociétés a été construit sur une série de subventions indirectes –principalement pour l'infrastructure dont dépend la mondialisation. Les entreprises mondiales tel que Wal-Mart, Amazon et Apple, ont besoin d'un réseau de transport bien développé et en constante expansion, composé de ports de mer, de chemins de fer, d'aéroports et de méga-autoroutes, ainsi que d'énormes quantités de combustibles fossiles fortement subventionnés. Pour surveiller leurs chaînes d'approvisionnement et de livraison, elles ont également besoin de technologies de communication par satellite de pointe, également requis par les banques et les institutions financières mondiales pour transférer des capitaux dans le monde entier. Dans presque tous les pays, les systèmes éducatifs ont été orientés vers la formation des étudiants aux compétences requises par le monde de l'entreprise. Tous ces mécanismes favorisent structurellement les grandes entreprises et les entreprises mondiales par rapport à celles localisées, et la plupart ont été payés non par les entreprises elles-mêmes, mais par les contribuables. [1]

Même les entreprises mondiales qui semblent avoir été créées par des entrepreneurs charismatiques doivent en grande partie leur succès à la générosité des gouvernements. Comme le souligne l'auteur Mariana Mazzucato, même le iPhone était moins le produit de l'imagination de Steve Jobs que celui d'une recherche financée par des fonds publics réalisée par le Département de la Défense américain et la Fondation Nationale pour la Science. [2] Et les entreprises futuristes d'Elon Musk ont non seulement bénéficié d'un soutien direct de 5 milliards de dollars aux niveaux local, fédéral et des états, mais également de décennies de recherche, notamment sur la technologie des fusées [3].

Insécurité du travail

À mesure que les entreprises ont été libérées, les emplois qu'elles fournissent sont de plus en plus instables. Par exemple, aux termes de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) de 1994, les États-Unis ont subi une perte nette d'environ 700000 emplois en raison du déménagement des fabricants au Mexique, où les salaires étaient moins chers et les normes de travail moins strictes. [5] Mais comme la mondialisation est une « course vers le bas », tous ces emplois ne sont pas restés au Mexique : entre octobre 2000 et décembre 2003, le Mexique a perdu 300000 emplois, car les exportations chinoises de masse vers les États-Unis étaient moins chères. [5] Dans l'ensemble, les agriculteurs mexicains ont été les principaux perdants : des produits agricoles fortement subventionnés en provenance des États-Unis ont infiltré leurs marchés locaux, sapant les moyens de subsistance d'environ 2,3 millions de petits agriculteurs. [6] Beaucoup de ces agriculteurs se sont retrouvés dans les villes surpeuplées du Mexique, où ils ont été forcés de rivaliser pour des emplois industriels peu rémunérés. Avec peu d'options viables, beaucoup ont fini par migrer –légalement ou non- vers les États-Unis. Ironiquement, ces victimes de la mondialisation sont souvent devenues les boucs émissaires de l'extrême droite face aux pertes d'emplois aux États-Unis.

Alors que les moyens de communication ont mis l'accent sur l'amélioration du niveau de vie des travailleurs industriels dans les pays du Sud, les avantages pour les sociétés qui délocalisent leurs activités de fabrication sont beaucoup plus grandes que les avantages pour les travailleurs. Sur le prix payé pour un iPhone Apple, par exemple, moins de 2% va aux travailleurs chinois impliqués dans sa production, alors que 58% est capturé par Apple comme un bénéfice. [7]

Ce n'est pas seulement la disparition d'emplois qui entraîne une stagnation ou une dégradation du niveau de vie, mais aussi la menace que des emplois puissent être facilement transférés ailleurs si les travailleurs n'acceptent pas des salaires plus bas, des heures plus longues ou moins de bénéfices. Ainsi, les nombreux traités de libre-échange multilatéraux et bilatéraux actuellement en vigueur servent à saper le pouvoir de négociation des travailleurs et à faire baisser les salaires, même pour les emplois dans des entreprises qui n'ont pas été délocalisées.

On perd des emplois aussi à mesure que les entreprises sont centralisées et développées. Lorsqu'une société mondiale, appuyée par une série d'allègements fiscaux et des subventions, pénètre un nouveau marché, l'économie locale a tendance à subir

une perte nette d'emplois, car les plus petits concurrents, qui généralement dépendent davantage du travail humain, font faillite. Certaines études ont montré que chaque nouveau supermarché au Royaume-Uni entraînait une perte nette de 276 emplois. [8] La boutique en ligne Amazon a détruit 150000 emplois de plus qu'elle n'a créée, selon un rapport de l'Institute for Local Self-Reliance [9]. Comme d'autres entreprises de commerce électronique, Amazon n'a pas seulement bénéficié d'infrastructures de communication et de transport construites aux frais de l'État elle a évité de collecter auprès de ses clients américains les impôts sur les ventes locales –impôts dont les États et les localités ont désespérément besoin-, offrant à Amazon un avantage de prix pouvant aller jusqu'à 9,75% par rapport aux magasins locaux.

En même temps, la technologie de pointe est la cause de la disparition de beaucoup d'emplois. L'exemple le plus évident est celui de la fabrication où les robots ont remplacé un large éventail de travailleurs qualifiés. Mais la technologie a un impact similaire sur l'agriculture. Les marchés mondiaux tirés par une économie d'exportations exigent d'énormes quantités de produits standardisés ; produire ces aliments à grande échelle signifie une production monoculturelle, qui dépend fortement de la machinerie industrielle et des intrants chimiques, mais ne nécessite qu'une main-d'œuvre agricole relativement réduite. En conséquence, les moyens de subsistance dans le secteur agricole ont considérablement diminué. Dans l'UE, près de 4 millions d'exploitations ayant moins de 10 hectares ont disparu au cours de la dernière décennie ; aujourd'hui, à peine 3% des exploitations contrôlent plus de 50% du total des terres agricoles de l'UE [11]. Aux États-Unis, le Bureau de Recensement considère que le nombre d'agriculteurs est tellement insignifiant sur le plan démographique qu'il n'en suit plus le nombre, mais on estime qu'il y a maintenant moins d'agriculteurs en Amérique qu'il n'y a de personnes en prison. [12] À mesure que les technologies de l'information deviennent plus sophistiquées, des emplois dans de nombreux autres secteurs sont transférés des personnes aux ordinateurs. Pour l'instant, le travail manuel mal rémunéré et les postes hautement qualifiés sont relativement protégés de cette tendance, mais le progrès technologique rends tout le monde moins sûr de son travail. [13]

Insécurité politique

La dérèglementation des sociétés, y compris des banques, a permis à une poignée de géants de monopoliser les marchés mondiaux. Certains sont devenus plus grands que des pays, tant en richesse comme en influence politique. Ces multinationales ont utilisé leur pouvoir sans précédent pour faire pression sur les gouvernements en faveur d'encore plus de dérèglementation économique, en utilisant des mécanismes tels que les clauses de règlements de disputes avec des pays investisseurs (ISDS) dans les traités de libre-échange pour poursuivre les gouvernements et attaquer les réglementations d'intérêt public. [14]

Si le « libre-échange » donne aux grandes entreprises la liberté de faire ce qu'elles veulent, cela signifie tout le contraire –plus de réglementation et de restrictions- pour les entreprises locales plus petites. Les grandes entreprises ont fait pression sur les gouvernements pour les contraindre à se conformer à des normes déraisonnables et à

une bureaucratie compliquée. Dans de nombreux cas, les petites entreprises sont soumises à des difficultés injustes causées par des réglementations visant à résoudre des problèmes causés par la production à grande échelle. Les élevages de poulets à batterie, par exemple, ont clairement besoin de réglementations importantes en matière d'environnement et de santé : leurs millions d'animaux génétiquement identiques et étroitement confinés sont très sujets aux maladies, leurs tonnes d'effluents concentrés doivent être éliminées en toute sécurité, et le transport longue distance de volailles transformées comporte des risques d'altération. Pourtant, un petit producteur –comme un agriculteur avec quelques douzaines de poulets en liberté– est soumis essentiellement aux mêmes réglementations, augmentant souvent les coûts à des niveaux qui rendent impossible la poursuite des activités. Les grands producteurs peuvent répartir les coûts de mise en conformité sur un volume beaucoup plus important, de façon qu'ils bénéficient d'économies d'échelle par rapport aux petits producteurs.

En même temps, les gouvernements eux-mêmes ont été appauvris par la dérèglementation des entreprises. Leurs fonds ont été mis à rude épreuve par les grandes subventions allouées pour attirer les grandes entreprises, et leurs revenus ont été érodés par les allègements fiscaux, la délocalisation et la capacité des multinationales à cacher leurs profits dans des pays à taux d'imposition plus bas. La dérèglementation des finances a laissé les gouvernements de plus en plus endettés aux banques et aux sociétés mondiales. En même temps, les gouvernements doivent couvrir toutes les externalités –les problèmes sociaux et environnementaux qui sont les sous-produits inévitables de la croissance mondiale.

De plus en plus éloignés des institutions qui prennent des décisions qui affectent leur vie et incertains de leurs moyens de subsistance économique, beaucoup de gens sont frustrés, en colère et désillusionnés du système politique actuel. Bien que les systèmes démocratiques du monde entier aient été énormément compromis par le gouvernement de facto des banques et des sociétés dérèglementées, la plupart des gens blâment les dirigeants gouvernementaux chez eux. Parce qu'ils ne voient pas la situation dans son ensemble, de plus en plus de personnes sont devenues sensibles aux fausses déclarations et aux promesses non tenues des candidats autoritaires non conventionnels, qui sont ainsi en mesure de prendre pied sur la scène politique.

Insécurité psychologique

Alors que les économies locales, même nationales, sont fragilisées, le tissu d'interdépendance qui maintient les communautés unies commence à s'effriter. Cela conduit non seulement à la fragmentation et à l'isolement de la société, mais également à la mise en place du filet de sécurité garantissant que la communauté environnante puisse être sollicitée en cas de difficultés.

En même temps, la culture de consommation mondiale qui soutient la croissance des entreprises est en pleine expansion. Les gens du monde entier sont ciblés par des

messages publicitaires leur disant : « Vous n'êtes pas assez bon, mais vous pouvez vous améliorer en achetant notre produit ».

À mesure que les relations face à face se détériorent et que les modèles de rôle réels sont remplacés par des images distantes et artificielles de la perfection dans les médias de masse et dans le monde hyperbolique des médias sociaux, une comparaison malsaine sévit. Ces tendances sont associées à la croissance de troubles tels que l'anorexie, l'anxiété, l'agressivité et même le suicide, tandis que l'isolement social, le stress domestique et les pressions économiques croissantes ont donné lieu à des épidémies de dépression et de dépendance. [15]

Les gens, qui ne se sentent pas en sécurité et sont marginalisés par cette nouvelle économie, peuvent être extrêmement vulnérables aux préjugés. Dans les pays du Sud, en particulier, l'effondrement des communautés et des cultures compromet la richesse des relations intergénérationnelles et cause le déracinement, souvent remplaçant les identités par des alternatives malsaines reflétant un besoin désespéré d'appartenance. Le fondamentalisme idéologique et l'extrémisme semblent offrir une explication à l'aggravation des problèmes sociaux et personnels, ainsi qu'une solution radicale. Il peut fournir une validation et un sens personnels, une solidarité et un sens de la communauté –des besoins humains essentiels qui ont été sapés par la mondialisation.

Le déracinement de populations attachées à leur terre –une tendance dramatique et visible dans les pays du Sud- a été à l'origine d'une grande partie du conflit ethnique, du fondamentalisme et du radicalisme dans cette partie du monde. Dans le Nord, les zones rurales ont été également creusées par les forces économiques mondiales. Les petites exploitations familiales liées à l'économie alimentaire mondiale sont prises entre la hausse des prix pratiquée par les agro-industries qui leur vendent des intrants et du matériel et la chute des prix payés par ceux qui achètent leur production. Tout simplement, elles ne peuvent pas rivaliser avec les agro-industries fortement subventionnées, dirigées par les exportations. Et leur disparition constante a décimé les économies locales et les communautés qu'elles appuyaient jadis. Les jeunes qui ont grandi dans ces zones rurales n'y voient souvent aucun avenir : non seulement les emplois sont rares, mais, comme au Ladakh, les médias et la publicité leur disent que la vie urbaine est « cool », glamour et passionnante. Ces parties des pays –désignées comme « le cœur » aux États-Unis- sont devenues un terrain fertile pour les mouvements autoritaires d'extrême droite.

Contre l'autoritarisme : la perspective de la localisation

Il faut que nous prenions urgemment conscience de la situation dans son ensemble, de la dérèglementation économique et de ses répercussions sur nos communautés et nos vies personnelles. Ce n'est que la méconnaissance de ce système qui permet aux pseudo-solutions de Trump, Brexit, Duterte et d'autres de gagner en force, alors même que le système économique mondial avance sans entraves. Malgré le fait que ces forces politiques de droite sont souvent qualifiées « d'anti-mondialisme », elles servent en réalité à renforcer les monopoles mondiaux. [16]

Tout mouvement visant à remédier aux malheurs des démunis ne doit pas seulement exposer et diagnostiquer la maladie systémique de la dérèglementation économique, il doit également présenter une alternative cohérente. Je pense que la localisation économique est la solution la plus stratégique. La trajectoire localisée impliquerait un virage à 180 degrés de la politique économique, de sorte que les entreprises et les finances deviennent locales et responsables vis-à-vis des processus démocratiques. Cela signifie une nouvelle réglementation des entreprises et des banques mondiales, ainsi qu'un changement des taxes et des subventions, de sorte qu'elles ne favorisent plus les grandes et les mondiales mais soutiennent plutôt les petites entreprises, à grande échelle. Reconstruire des économies plus fortes, plus diversifiées et plus autonomes aux niveaux national, régional et local est essentiel pour restaurer la démocratie et une économie réelle fondée sur l'utilisation durable des ressources naturelles – une économie qui sert les besoins humains essentiels, réduit les inégalités et favorise l'harmonie sociale.

Le changement ne va pas arriver simplement par la votation d'un nouveau candidat au sein de la même structure politique compromise. Nous devons construire des mouvements populaires divers et unis afin de créer une force politique capable d'assurer la localisation systémique. Cela signifie sensibiliser les gens à la manière dont la mondialisation s'est moquée de la démocratie et préciser que les entreprises doivent être basées sur le lieu pour pouvoir rendre des comptes et être soumises au processus démocratique. Nous devons commencer à parler de politique les uns avec les autres – avec ceux qui sont préoccupés par la justice sociale et la paix, ceux qui se concentrent sur le chômage, les questions environnementales ou les valeurs spirituelles et ethniques. Cela signifie sensibiliser les gens à l'intérêt commun qui unit les campagnes à un seul problème et qui permet de surmonter l'antagonisme gauche-droite. La création de groupes locaux en face à face, qui se relie ensuite au niveau national et même au niveau international, peut former un mouvement diversifié – une masse critique- qui peut entrer en politique et rester fort dans sa position en faveur de la démocratie / anti-sociétés multinationales, malgré les intérêts acquis qu'il devra inévitablement contester.

Bien qu'un tel mouvement mondial n'ait pas encore eu lieu, dans certains pays nous avons pu entrevoir le désir généralisé de changement fondamental. Aux dernières élections britanniques, le manifeste du Parti travailliste comprenait plusieurs mesures progressistes, telles que la renationalisation de secteurs clés qui avait été appropriés par des entreprises privées. Bien que le Parti travailliste n'ait pas remporté les élections, il a recueilli une grande partie des suffrages. Aux États-Unis, la campagne présidentielle de Bernie Sanders en 2016 était un autre exemple d'un homme politique répondant au chœur croissant de voix critiques du contrôle de l'économie par les sociétés.

Toutefois, la question est complexe : l'État-nation reste l'entité politique la mieux placée pour imposer des limites au commerce mondial, mais des structures économiques plus décentralisées sont également nécessaires, en particulier pour répondre aux besoins essentiels. Ces économies localisées ont besoin d'un ensemble de protections environnementales et sociales renforcées par une réglementation nationale et même internationale, mais déterminées par un engagement politique local. Cela se rapproche de la plateforme de La Vía Campesina, à l'origine latino-américaine mais désormais

mondiale. Même si elle ne présente pas de candidats à des postes politiques, elle représente désormais plus de 400 millions de petits agriculteurs dans le monde entier, qui militent pour la souveraineté alimentaire et s'opposent à la dérèglementation des sociétés.

La localisation est un multiplicateur de solutions. Elle peut restaurer la démocratie en réduisant l'influence des grandes entreprises sur la politique et en responsabilisant les représentants vis-à-vis des citoyens et non des entreprises. Elle peut inverser la concentration de la richesse en favorisant la création de plus de petites entreprises et en faisant en sorte que l'argent circule localement. Elle peut minimiser la pollution et les déchets en répondant aux besoins humains réels plutôt qu'aux désirs fabriqués par la culture de consommation et en réduisant les distances entre producteurs et consommateurs.

La localisation permet également aux gens de voir plus clairement les conséquences de leurs actions : dans les économies plus petites, par exemple, on sait facilement si la production alimentaire dépend de produits chimiques toxiques, si les ouvriers agricoles ont été maltraités et si la terre reste saine. De cette manière, les entreprises deviennent plus responsables. [17]

En privilégiant une production diversifiée répondant aux besoins locaux par rapport à une production spécialisée destinée à l'exportation, la localisation redistribue le pouvoir économique et politique des monopoles mondiaux à des millions de petits producteurs, agriculteurs et entreprises. Il décentralise ainsi le pouvoir politique et l'enracine dans la communauté, donnant aux gens plus de pouvoir face aux changements qu'ils souhaitent voir dans leurs vies.

La croissance exponentielle des initiatives de localisation –allant des initiatives basées su l'alimentation, comme les jardins communautaires, les marchés de producteurs, les programmes d'agriculture soutenus par la communauté et l'agriculture urbaine, aux alliances d'entreprises locales, aux programmes d'énergie renouvelable décentralisée, aux bibliothèques de prêt d'outils et aux projets d'éducation basés dans les communautés-, en témoignent au fait que de plus en plus de personnes arrivent, par bon sens généralement, à la localisation en tant que solution systémique aux problèmes auxquels elles sont confrontées.

Voici un échantillon de quelques initiatives déjà en cours :

- À Fitzroy, en Australie, les habitants se réunissent tous les mois dans un parc local pour échanger des produits, des graines, des œufs, de la confiture, du chutney, des fleurs, des recettes et des conseils de jardinage. Il n'y a pas d'argent en jeu et les gens sont encouragés à prendre ce qu'ils veulent. Cette « Récolte Urbaine », le nom qu'ils se sont donnés, aide non seulement les gens à économiser de l'argent sur la nourriture, mais offre également aux résidents la possibilité de rencontrer leurs voisins et de tisser des liens étroits avec la communauté. [18]

- Dans l'état américain du Vermont, la ferme Pine Island Community permet aux réfugiés, principalement d'Afrique et d'Asie, de perpétuer les traditions agraires et culinaires qu'ils ont laissées après avoir été chassés de chez eux. La ferme offre non seulement à ces immigrants la possibilité de cultiver des aliments à bon marché et adaptés à la culture, mais elle les met également en relation les uns avec les autres et avec leur nouvelle communauté. [19]
- À Oxfordshire, au Royaume-Uni, le Low Carbon Hub s'emploie à créer une infrastructure d'énergie renouvelable décentralisée appartenant à des intérêts locaux, transformant ainsi les toits et les friches industrielles en un micro-réseau répondant aux besoins locaux. Le projet est financé par la vente d'actions. [20]
- Même le système financier –source de tant de malheurs- est en train de se localiser avec des effets profonds. Dans les bidonvilles de Fortaleza, au Brésil, par exemple, une banque communautaire, Las Palmas, a été créée et est gérée par des résidents locaux dans le but de répondre aux besoins locaux. Entre autres choses, il a émis sa propre monnaie, qui ne circule que dans la communauté. Lorsque le projet a débuté, seulement 20% des achats étaient effectués localement ; aujourd'hui, ce nombre est supérieur à 90%. [21]

Ce ne sont là que quelques-uns des milliers d'initiatives créatives à la base qui démontrent à la fois la viabilité de la localisation et ses avantages systémiques.

Malheureusement, la localisation est parfois confondue avec l'isolationnisme et même le nationalisme de droite. En fait, le contraire est vrai : la localisation nécessite une collaboration et une solidarité internationales pour mettre fin aux grandes sociétés. Elle repose sur un profond respect pour la diversité culturelle et donc la tolérance pour les différences.

La ville de Preston, au Royaume-Uni, est un bon exemple de la manière dont la localisation développe la collaboration. En 2011, les conseils de villes et de comtés ont entrepris de localiser les achats en réponse à la réduction du financement par le gouvernement national. En modifiant l'orientation des dépenses de six institutions régionales, y compris une force de police, des associations de logement et des collèges, ils ont réussi à augmenter le montant dépensé chez les fournisseurs locaux de 14% à 28% en deux ans. Parallèlement, le nombre d'entreprises coopératives locales a augmenté [22]. Loin d'être isolationniste, le conseil de Preston collabore maintenant avec d'autres villes de l'Union Européenne, dans le cadre du réseau européen Procure, pour explorer comment elles peuvent apporter des changements similaires dans leurs économies locales.

D'autres réseaux se développent aux niveaux national et international. Ceux-ci incluent l'Alliance des entreprises pour les économies locales (BALLE), qui regroupe des

centaines de chefs d'entreprise locaux de partout en Amérique du Nord dans le but de partager les meilleures pratiques. De même, la coalition pour la nouvelle économie rassemble des ONG, des entreprises et des militants d'Amérique du Nord dans le but d'échanger des stratégies de localisation. Le réseau Transition Town relie des groupes qui travaillent à se dissocier le plus possible de l'économie de combustibles fossiles. Mon organisation, Local Futures, a mis en place une Alliance Internationale pour la Localisation (IAL), qui propulse cet échange au niveau mondial et regroupe actuellement des organisations et des membres individuels de plus de 50 pays. La vraie localisation signifie *une petite échelle à grande échelle*, ce qui nécessite une collaboration à tous les niveaux.

L'un des principaux obstacles à l'acceptation de l'agenda localiste par les progressistes a été l'impression que les produits locaux et naturels sont « élitistes » et réservés à ceux qui disposent de moyens confortables. Les groupes de réflexion des sociétés ont bien diffusé ce message, mais le coût relativement élevé des alternatives saines –qu'il s'agisse d'aliments biologiques, de matériaux de constructions naturels et de fibres, ou de médecines alternatives- découle en grande partie des coûts externalisés et des subventions publiques accordées aux sociétés exportatrices. Si l'on supprimait tout ce soutien artificiel, le coût des produits *mondialisés* serait hors de portée pour la plupart.

Une accusation liée à l'« élitisme » est que les habitants du Nord qui cherchent à localiser leurs économies tournent le dos aux populations pauvres du Sud, qui ont besoin des marchés du Nord pour se sortir de la pauvreté. La vérité est que de nombreuses années de « développement » orienté vers l'exportation (avec ses racines dans le colonialisme et l'esclavage) ont profondément endetté la plupart des pays du Sud, principalement pour créer l'infrastructure nécessaire au commerce mondial. Aujourd'hui, la plupart de la richesse créée sur le dos des travailleurs du Sud sert à financer cette dette et non à satisfaire les besoins locaux. Promouvoir la localisation signifie encourager les habitants du Nord et du Sud à diversifier leurs activités économiques et à devenir plus autonomes. Pour les habitants du Nord, cela signifierait laissez faire aux populations de l'autre côté du monde, dont l'appauvrissement est une conséquence directe d'avoir été forcées de produire pour l'exportation plutôt que pour leurs propres besoins. Inverser la dépendance des deux côtés n'entraînerait pas une sorte de boycott immédiat ; au lieu de cela, ce serait un processus économique prudent qui inclurait une étroite collaboration de base nord-sud.

Compte tenu de nos crises mondiales –environnementale, sociale et économique-, les gouvernements feraient bien de changer radicalement de direction. Plutôt que de continuer à déréglementer et à subventionner les grandes banques et entreprises mondiales, ils devraient plutôt se concentrer sur le soutien au commerce local et aux petits producteurs. Puisque la nourriture est une chose dont tout le monde a besoin chaque jour partout dans le monde, l'un des principaux objectifs devrait être de reconstruire l'économie alimentaire locale. Cela renforce l'ensemble de l'économie, reconstruit la communauté et aide à guérir l'environnement. Cela contribue également à la résilience face au changement climatique : divers systèmes de production localisés dans un réseau interdépendant, plutôt que la dépendance vis-à-vis de nos besoins

fondamentaux de sources lointaines, permettront aux communautés de mieux résister aux bouleversements à venir.

Inutile de dire que les départements de relations publiques des grandes entreprises mondiales s'efforcent de contrer ce message en nous disant que, quels que soient les coûts du système alimentaire mondial, nous n'avons pas d'autre choix que de doubler les monocultures à forte intensité chimique et énergétique, le génie génétique et le commerce mondial si nous voulons nourrir la population croissante du monde. [23] Ce qu'ils ignorent tout simplement, c'est que les études menées dans le monde entier révèlent que les petites exploitations sont plus productives par unité de terre, d'eau et d'énergie que les monocultures à grande échelle. [24] L'agriculture industrielle n'est efficace que si elle est mesurée en rendement par unité de travail : les monocultures sont excellentes si l'objectif est un profit pour quelques-uns au détriment de millions d'emplois agricoles, mais pas si l'objectif est de produire de manière durable le plus de produits alimentaires possible avec l'offre terrestre limitée de terres arables, d'eau douce et d'énergie.

Ceux qui vivent dans le Nord mondial –où l'industrialisation de l'agriculture est en marche depuis plusieurs générations- peuvent facilement perdre de vue le fait que la majeure partie de la nourriture consommée dans le monde aujourd'hui est produite par de petits agriculteurs dont les exploitations ont moins de 5 acres. [25] Remplacer ces petites exploitations par des monocultures industrielles signifie détruire les moyens de subsistance de centaines de millions de personnes et les pousser dans une véritable pauvreté dans les bidonvilles urbains. Nous ne devrions pas être surpris de constater qu'une fraction non négligeable de ces millions d'individus est frustrée, en colère et exposée aux vues extrémistes.

Le système alimentaire mondial est inefficace à d'autres égards, en particulier lorsque l'on considère le « commerce redondant ». Chaque année, la Grande-Bretagne exporte plus de 100000 tonnes de lait, de pain et de porc, tout en important des quantités presque identiques. Il en va de même aux États-Unis, qui exporte et importe près d'un million de tonnes de viande de bœuf et des centaines de milliers de tonnes de pommes de terre, de sucre et de café. [26] Dans certains cas, il s'agit littéralement du même produit exporté et importé : par exemple, les crevettes écossaises sont régulièrement expédiées en Chine pour être décortiquées à la main, puis renvoyées en Écosse où elles sont panées, emballées et vendues [27]. Cela peut contribuer à la rentabilité des entreprises agroalimentaires impliquées, mais on peut difficilement dire que cela est efficace.

En l'état actuel des choses, le système alimentaire basé sur le commerce international est incapable de nourrir de manière durable la population mondiale actuelle. Les denrées alimentaires étant plus étroitement contrôlées que jamais par les sociétés, quelque 870 millions de personnes sont sous-alimentées [28], même si la nourriture produite est en quantité suffisante pour nourrir convenablement tous les habitants de la planète. Aux États-Unis, par exemple, les longues chaînes d'approvisionnement et l'élimination par les sociétés de produits présentant des défauts esthétiques signifient que plus de 40% des aliments destinés à la consommation humaine sont finalement rejetés [29]. La

quantité de nourriture jetée dans le monde est quatre fois supérieure à ce qui serait nécessaire pour nourrir tous les malnutris du monde. [30]

Pour soutenir le mouvement alimentaire local, les subventions pourraient être réorientées vers le renforcement des infrastructures locales, y compris des lignes de distribution reliant les producteurs locaux aux consommateurs locaux, et même en apportant un soutien financier aux petites exploitations agricoles diversifiées. De tels changements politiques feraient en sorte que des systèmes économiques écologiques locaux, riches en emplois et basés sur la communauté deviennent la norme rapidement, permettant ainsi même aux salariés à faibles revenus du monde entier de bénéficier de leur économie locale. De même, réduire les subventions aux combustibles fossiles et augmenter les taxes sur les industries les plus polluantes intérioriserait une grande partie des coûts cachés des systèmes économiques utilisant beaucoup de ressources, en alignant les prix du marché sur les coûts réels des ressources et de la pollution. Ces changements auraient pour effet de faire des produits locaux l'option la moins chère et la plus accessible pour la population en général.

La montée de l'autoritarisme n'est que l'un des nombreux effets interdépendants de la mondialisation économique. L'économie mondiale d'aujourd'hui aggrave l'insécurité économique, fracture les communautés et sape l'identité individuelle et culturelle, créant ainsi les conditions propices à la montée en puissance des dirigeants autoritaires. Si les coûts environnementaux de la mondialisation – changement climatique, désertification, inondations – sont autorisés à augmenter, nous pouvons nous attendre à des vagues de plus en plus grandes de réfugiés qui déstabiliseront davantage les pays, tout en mettant à rude épreuve leur volonté et leur capacité d'agir avec humanité.

Le moyen le plus stratégique de faire face à toutes ces crises est de commencer immédiatement à réduire et à décentraliser l'activité économique, en donnant aux communautés et aux économies locales la capacité de satisfaire autant de leurs propres besoins que possible, y compris le besoin humain de connexion.

Le mouvement de localisation économique aura besoin de nombreuses facettes du processus de changement stratégique : la sensibilisation des gens, des campagnes politiques dynamiques, une action éclairée de base et une collaboration internationale. Cela peut sembler insuffisant par rapport à l'ampleur des crises auxquelles nous sommes confrontés, mais la bannière de la localisation a le potentiel d'engager un nombre considérable de personnes des deux côtés du spectre politique traditionnel et de rassembler des centaines de campagnes à thème unique. Elle nous permet de dépasser le « jeu du blâme » et les divisions antagonistes causées par la confusion et la peur, pour nous unir dans une cause commune étayée par une compréhension globale des racines communes de nos nombreuses crises. Ainsi, la localisation systémique et collaborative est en définitive l'antidote le plus efficace contre l'autoritarisme.

Photo: Indian Express

[1] Gorelick, Steven, *Small is Beautiful, Big is Subsidized*, ISEC, 1996, Chapter 3, "Infrastructure and Scale".

- [2] Mazzucato, Mariana, *The Entrepreneurial State: Debunking Public vs. Private Sector Myths*, London and New York: Anthem Press, 2013
- [3] Aronhoof, Kate, “The Case for Nationalizing Elon Musk”, *In These Times*, Feb 2, 2018.
- [4] Faux, J. (2013) ‘NAFTA’s impact on US workers’, Economic Policy Institute, 9 December 2013 (<http://www.epi.org/blog/naftas-impact-workers/>)
- [5] Fabens, Isabella, “China’s Latest Investments in Mexico: The Plight of Maquiladora Workers”, Council on Hemispheric Affairs, Aug 14, 2013, <http://www.coha.org/chinas-latest-investments-in-mexico-the-plight-of-maquiladora-workers/>
- [6] Faux, J. op cit
- [7] Hart-Landsberg, M. (2017) ‘US Corporations Continue Their Global Dominance’, Reports from the Economic Front, 21 April. <https://economicfront.wordpress.com/2017/04/21/us-corporations-continue-their-global-dominance/>.
- [8] Friends of the Earth UK, ‘How to... Oppose a Supermarket Planning Application’, Friends of the Earth UK, September, 2005. https://www.foe.co.uk/sites/default/files/downloads/campaigning_against_supermarkets.pdf
- [9] Lavecchia, Olivia and Stacy Mitchell, “Amazon’s Stranglehold: How the Company’s Tightening Grip Is Stifling Competition, Eroding Jobs, and Threatening Communities”, Institute for Local Self-Reliance, Nov 2016. (https://ilsr.org/wp-content/uploads/2016/11/ILSR_AmazonReport_final.pdf)
- [10] Sales Tax Institute, “State Sales Tax Rates”, July 1, 2017. (<http://www.salestaxinstitute.com/resources/rates>)
- [11] TNI, “Land for the few: the state of land concentration in Europe”, <https://www.tni.org/en/publication/land-for-the-few-infographics>
- [12] Vidal, John, “eco soundings”, *The Guardian* (London and Manchester), September 6, 2000, “Society” section, p. 8
- [13] <https://www.technologyreview.com/s/515926/how-technology-is-destroying-jobs/>

[14] Friends of the Earth Europe, 'The TTIP of the anti-democracy iceberg', Friends of the Earth Europe Report, October, 2013 (http://www.foeeurope.org/sites/default/files/publications/foee_factsheet_isds_oct13.pdf); Corporate Europe Observatory / Council of Canadians / Transnational Institute (2013) The right to say no. EU-Canada trade agreement threatens fracking bans, (<http://corporateeurope.org/publications/right-say-no-eu-canada-trade-agreement-threatens-fracking-bans>).

[15] Monbiot, G. (2014) 'The Age of Loneliness is Killing Us', *The Guardian*, 15 October (<http://www.theguardian.com/commentisfree/2014/oct/14/age-of-loneliness-killing-us>); Alexander, B. (2010) *The Globalization of Addiction: A Study in Poverty of the Spirit*, Oxford, UK: Oxford University Press; *Depression and Globalization: The Politics of Mental Health in the 21st Century* (<https://www.springer.com/us/book/9780387727127>).

[16] Hart-Landsberg, M. (2016) 'Confronting Capitalist Globalization', Reports from the Economic Front , 16 December (<https://economicfront.wordpress.com/2016/12/16/confronting-capitalist-globalization/>;

[17] Dorninger, C., Abson, D.J., Fischer, J., and von Wehrden, H. (2017) 'Assessing sustainable biophysical human–nature connectedness at regional scales', *Environmental Research Letters* 12, 24 April.

[18] Local Futures, Planet Local: "Food Swapping and the Fitzroy Urban Harvest," (<http://www.localfutures.org/programs/global-to-local/planet-local/food-farming-fisheries/australia-food-swapping-fitzroy-urban-harvest/>)

[19] Local Futures, Planet Local: "Refugees Put Down Roots through Community Farming," (<https://medium.com/planet-local/refugees-put-down-roots-through-community-farming-8396934e2fe9>)

[20] Local Futures, Planet Local: "Low Carbon Hub," (<http://www.localfutures.org/programs/global-to-local/planet-local/local-energy/uk-low-carbon-hub/>)

[21] Local Futures, Planet Local: "Banco Palmas," (<http://www.localfutures.org/programs/global-to-local/planet-local/local-business-finance/brazil-banco-palmas/>)

[22] <https://thenextsystem.org/the-preston-model>

[23] see for example: Oosthuizen, E., “Collaboration is Helping to Feed the World”, Monsanto, May 10, 2017. <https://monsanto.com/company/commitments/food-security/articles/collaboration-helping-feed-world/>

[24] GRAIN (2014) “Hungry for land: small farmers feed the world with less than a quarter of all land,” <http://www.grain.org/article/entries/4929-hungry-for-land-small-farmers-feed-the-world-with-less-than-a-quarter-of-all-farmland>.

[25] Estimated from FAO, “Family Farming Knowledge Platform,” accessed December 16, 2015, <http://www.fao.org/family-farming/background/en/>.

[26] FAOSTAT, Food and Agriculture Organization, <http://www.fao.org/faostat/en/?>. Also see: Ten Veen, R. (2011) ‘Global Food Swap’, Greening the North, Wuppertal Institute; Lucas, C. (2001) ‘Stopping the Great Food Swap: Re-localising Europe’s Food Supply’, The Greens/European Free Alliance/ European Parliament; Norberg- Hodge, H., Merrifield, T., and Gorelick, S., (2002) *Bringing the Food Economy Home*, London, Zed Books, p. 18.

[27] Ungood-Thomas, J. and Meyer, M.R. (2007) ‘British Prawns Go To China To Be Shelled’, *The Sunday Times*, May 20, <https://www.thetimes.co.uk/article/british-prawns-go-to-china-to-be-shelled-8b7zrs7nzpg>. Also see: *Scotsman* Editors (2006) ‘Jobs lost as Scottish scampi sent on round trip to China’, *The Scotsman*, September 25, <http://www.scotsman.com/news/scotland/top-stories/jobs-lost-as-scotish-scampi-sent-on-round-trip-to-china-1-1141935>

[28] FAO (2012) ‘Globally Almost 870 Million Chronically Undernourished – New Hunger Report’, Food and Agriculture Organization of the United Nations, October 9, <http://www.fao.org/news/story/en/item/161819/icode/>

[29] Dana Gunders, *Wasted: How America Is Losing Up to 40% of Its Food from Farm to Fork to Landfill* (Washington, DC: Natural Resources Defense Council, 2012), <https://www.nrdc.org/sites/default/files/wasted-food-IP.pdf>.

[30] “Global food waste: the numbers behind the problem”, <https://insinkerator.co.uk/uk/page/global-food-waste-stats>

Read blog in English here: <https://www.localfutures.org/localization-a-strategic-alternative-to-globalized-authoritarianism/>

Read all our blogs here: <https://www.localfutures.org/blog/>